

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 30/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Cogénération Biomasse de Novillars**

rue Jean-Baptiste Weibel  
25220 Novillars

Références : -  
Code AIOT : 0005906068

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2025 dans l'établissement Cogénération Biomasse de Novillars implanté rue Jean-Baptiste Weibel 25220 Novillars. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Cogénération Biomasse de Novillars
- rue Jean-Baptiste Weibel 25220 Novillars
- Code AIOT : 0005906068
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Cogénération Biomasse de Novillars (CBN) produit de la chaleur (vapeur d'eau) et de l'électricité au moyen d'une chaufferie alimentée uniquement à partir de bois naturel stocké et broyé sur place, provenant de la sylviculture, de chutes de bois issus de l'industrie de transformation du bois (scieries) et d'artisans.

Une partie de la vapeur sert au procédé de la papeterie GEMDOUBS, l'autre alimente le réseau de chaleur de la commune.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Réseau de chaleur	AP Complémentaire du 21/10/2022, article 1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Autosurveillance des eaux résiduaires	AP Complémentaire du 04/07/2016, article 8.2.3	Demande d'action corrective	4 mois
4	Eaux industrielles issues des eaux de purge de l'osmoseur inverse	AP Complémentaire du 04/07/2016, article 4.3.13	Demande d'action corrective	3 mois
5	Diagnostic des consommations et étude technico-économique de réduction	AP Complémentaire du 21/10/2022, article 1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Autosurveillance des émissions atmosphériques	AP Complémentaire du 16/05/2022, article 6	Demande d'action corrective	4 mois
7	Transmission des résultats de l'autosurveillance	AP Complémentaire du 16/05/2022, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Valeurs limites dans les rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 16/05/2022, article 5	Demande d'action corrective	4 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Vérification périodique et	AP Complémentaire du 04/07/2016, article 7.6.4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	maintenance des équipements		

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site de CBN réalise les contrôles des rejets atmosphériques et aqueux ainsi que les vérifications de ces équipements dans les délais prescrits.

Toutefois, une attention particulière doit être portée à l'ensemble des paramètres analysés ainsi qu'à la transmission des résultats.

Un important travail a également été réalisé concernant la réduction de la consommation d'eau du site. Celui-ci doit se conclure par la réalisation d'une étude technico-économique justifiant les méthodes employées et la réduction acquise ainsi que par le fonctionnement du "polisher" nouvellement installé.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Vérification périodique et maintenance des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/07/2016, article 7.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p> <p>L'exploitant est tenu de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réaliser un autocontrôle et une maintenance préventive de ses installations, afin de valider leur bon fonctionnement et celui de leurs organes de sécurité,</li> <li>- faire réaliser l'ensemble des contrôles périodiques prescrits par la réglementation par un organisme agréé ou habilité par le ministère ou le préfet du département concerné. Les procédures d'autocontrôle sont réalisées en complément de ces vérifications obligatoires. Le tableau ci-dessous présente certains contrôles périodiques et vérifications que réalisera CBN dans le cadre de l'exploitation de son futur site ainsi que leur fréquence de réalisation.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport d'audit réalisé par l'institut Salomon en date du 13/11/2024 concernant la protection incendie de la centrale. Les points relevés lors de l'audit concernent notamment la nécessité de mettre à jour le plan d'opération interne (POI) du site et de faire le point sur les dispositifs actionnés de sécurité (DAS) en lien avec le SDIS.</p> <p>Concernant la mise à jour du POI, l'exploitant a indiqué vouloir le faire début juin afin de pouvoir</p>

réaliser un exercice juste après.

Par ailleurs, des systèmes d'extinction au gaz automatique ont été mis en place sur les installations électriques et 2 systèmes de colonnes sèches ont été également ajoutés au niveau de la centrale de combustion.

L'exploitant a transmis par courriel en date du 27/05/2025 :

- le rapport de vérification Q18 du 02/01/2025 réalisé par SOCOTEC concernant les installations électriques du site. Ce rapport ne fait pas état de risque d'incendie ou d'explosion, toutefois 9 non-conformités ont été relevées.

- le rapport de vérification Q19 du 09 /01/2025 réalisé par SOCOTEC pour lequel aucune anomalie n'a été constatée.

- le rapport de vérification du 30/04/2025 des systèmes de protection incendie réalisé par Desautel. Les non-conformités relevées concernant la vanne de 2 RIA (11 et 14), un extincteur présente de la corrosion et un est manquant.

L'exploitant dispose d'un registre sous forme de tableur Excel pour le suivi des contrôles de maintenance de tous ces équipements. Les non-conformités sont indiquées dans une colonne "commentaire" et sont ensuite programmées pour être résolues dans les meilleurs délais.

Des rondes quotidiennes sont réalisées par les opérateurs qui remplissent ensuite un fichier de ronde. Celui-ci contient la liste de tous les équipements (surpresseur en automatique et à la bonne pression, panneau de contrôle).

Un rapport d'émission journalier est transmis par le chef de quart à minuit au responsable HSE, accompagné de commentaires en cas de dépassement.

Une réunion est tenue tous les matins afin de faire le bilan sur les dysfonctionnements possibles.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection le POI mis à jour ainsi que les justificatifs de résolution de non-conformité constatées lors de la vérification Q18 réalisées par SOCOTEC et lors de la vérification des systèmes de protection incendie réalisée par DESAUTEL dans un délai de 3 mois.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Réseau de chaleur**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 21/10/2022, article 1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit pour :

- le 30 novembre 2022 au plus tard, transmettre le bon de commande du « polisher » accompagné d'un échéancier des travaux de mise en service à l'Inspection des installations classées;

- le 15 novembre 2023 au plus tard, mettre en service le « polisher » conduisant ainsi à la mise en circuit fermé de la ligne vapeur reliant CBN à GEMDOUBS.  
L'exploitant tient informée l'inspection des installations classées de toute difficulté rencontrée ayant pour conséquence de retarder les travaux prévus selon l'échéancier transmis.

**Constats :**

En août 2022, la société CBN a fait état de la solution technique retenue (appelée « polisher ») qui vise à récupérer (sous forme de condensats) 70 à 80 % de la vapeur fournie à GEMDOUBS et qui doit permettre une diminution de la consommation d'eau de forage de l'ordre de 30 % (en 2021, cette consommation était 5 fois supérieure à celle autorisée pour s'établir à un peu moins de 310 000 m<sup>3</sup>).

CBN s'était engagé à fournir le bon de commande du « polisher » pour le 30 novembre 2022 et à le mettre en service dans le courant du 4ème trimestre 2023. Sur la base de ces éléments, un arrêté préfectoral complémentaire pris le 21 octobre 2022 a repris les échéances fournies par CBN.

La remise du bon de commande du "polisher" est intervenue en mars 2023. Son installation effective a ensuite pris du retard en raison de débats concernant son emplacement (site de CBN ou de Gemdoub).s).

Lors de l'inspection, le "polisher" avait été installé et était en cours de réception (phase de test). Il est prévu sa réception finale pour le mois d'août, puis l'acceptation des condensats issus de la papeterie Gemdoub.s).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre le justificatif de la mise en service du polisher dès sa réception.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Autorsurveillance des eaux résiduaires**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 04/07/2016, article 8.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

La caractérisation des eaux de purge issues de l'osmoseur inverse fixée à l'article 4.3.13 ainsi que la conformité des eaux industrielles avec les normes de rejet fixées à l'article 4.3.9 est vérifiée une fois par an selon des procédures normalisées par un organisme accrédité ou agréé par le Ministère en charge de l'Inspection des Installations Classées pour les paramètres considérés

Les résultats des mesures sont transmis dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées et au plus tard un mois après leur réception avec les commentaires éventuels sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées le cas échéant.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le rapport d'essai n° 24/51/12 réalisé par Qualio en date du 08/03/24 concernant l'analyse des eaux rejetées pour les paramètres calcium, chlorures, magnésium, minéralisation à l'acide nitrique, sodium, pH et titre hydrométrique ;</li> <li>- le rapport d'essai n°24/107/13 réalisé par Qualio en date du 30/04/2024 concernant l'analyse des eaux grises (comprenant les eaux de purge issus de l'osmoseur) pour ces mêmes paramètres ;</li> <li>- le rapport d'essai n°24/317/5 réalisé par Qualio en date du 29/11/2024 concernant l'analyse des eaux grises et des eaux de rejets industriels pour la liste des paramètres décrite à l'article 4.3.9 de l'APC du 04/07/2016. A noter toutefois que les AOX et les sulfures n'ont pas été testés.</li> </ul> <p>Les résultats sont conformes avec les valeurs limites d'émission prescrites.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de compléter sa surveillance avec les AOX et les sulfures dans un délai de 4 mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

**N° 4 : Eaux industrielles issues des eaux de purge de l'osmoseur inverse**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/07/2016, article 4.3.13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>...</p> <p>La concentration des espèces en solution avant rejet des eaux industrielles issues des eaux de purges de l'osmose inverse dans le milieu récepteur considéré est limitée à la composition de l'eau brute prélevée dans la nappe (conformément à l'article 4.1.1), multipliée par un facteur 8. Ce facteur de concentration correspond à l'efficacité de l'osmoseur inverse. L'exploitant réalisera annuellement une caractérisation des eaux de purge de l'osmoseur sur les paramètres définis à l'article 4.3.9, accompagnée de commentaires d'interprétation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport d'essai n°24/317/5 réalisé par Qualio en date du 29/11/2024 concernant notamment l'analyse des eaux grises (comprenant les eaux de purge issues de l'osmoseur) présente des valeurs conformes.</p> <p>Le rapport d'essai n°24/107/13 réalisé par Qualio en date du 30/04/2024 concernant l'analyse des eaux grises présente une valeur de sodium élevée (441 mg/L).</p>

L'exploitant a indiqué devoir ajouter du sel au niveau de l'osmoseur et de l'adoucisseur permettant l'échange ionique et expliquant cette valeur élevée de sodium. Il a indiqué avoir prévu de réaliser des analyses d'eau brutes (afin de caractériser précisément le dépassement de la valeur limite d'émission), puis de faire une demande de dérogation concernant ce paramètre.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection le rapport d'analyse des eaux brutes afin de caractériser cette non-conformité ainsi qu'un plan d'action visant à réduire la teneur en sodium ou une demande de dérogation concernant la valeur limite d'émission relative à cette substance le cas échéant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Diagnostic des consommations et étude technico-économique de réduction**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 21/10/2022, article 1.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Consommation eau

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit mettre en place les réflexions et études nécessaires à l'établissement d'un diagnostic détaillé des consommations d'eau nécessaires aux processus industriels et pour les autres usages (domestiques, arrosages, lavages...).

Ce diagnostic doit permettre la mise en place d'actions spécifiques de réduction des prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution.

Ces actions de réduction seront pérennes ou appliquées en cas de crise hydrologique dont le niveau de gravité est défini selon les seuils de surveillance : vigilance, alerte, alerte renforcée et crise.

Le diagnostic doit permettre de déterminer:

- les caractéristiques des moyens d'approvisionnements en eau notamment type d'alimentation(captage en nappe, en rivière ou en canal de dérivation, raccordement à un réseau, provenance et interconnexion de ce réseau), localisation géographique des captages, nom de la nappe captée, débits minimum et maximum des dispositifs de pompage;
- les quantités d'eau indispensables aux processus industriels ;
- les quantités d'eau nécessaires aux processus industriels mais dont l'approvisionnement peut être momentanément suspendu, ainsi que la durée maximale de cette suspension ;
- les quantités d'eau utilisées pour d'autres usages que ceux des processus industriels et, parmi elles, celles qui peuvent être suspendues en cas de déficits hydriques ;
- les pertes dans les divers circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise ; la possibilité d'avoir recours à l'utilisation de l'eau de pluie selon les usages de manière à réduire les prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution ;
- toutes dispositions supplémentaires temporaires applicables en cas de sécheresse, graduées, si nécessaire, en fonction de l'accentuation du phénomène climatique; en cas de rejets directs dans le milieu naturel, toutes limitations possibles des rejets aqueux en cas de situation hydrologique critique, graduées, si nécessaire, notamment des baisses de débit du milieu récepteur ;
- en cas de rejets directs dans le milieu naturel, les rejets minimaux qu'il est nécessaire de maintenir pour le fonctionnement de l'installation ainsi que le débit minimal d'écoulement d'eau récepteur pouvant accepter ces rejets limités, dans le respect des exigences de qualité applicables à ce cours



d'eau.

L'analyse effectuée doit permettre la mise en place :

- des actions d'économie d'eau, notamment par suppression des pertes dans les circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise, par recyclage de l'eau, par utilisation de l'eau de pluie, par modification de certains modes opératoires, ou encore par réduction des activités ;
- des limitations voire des suppressions de rejets aqueux dans le milieu, notamment par écrêtement des débits de rejets, rétention temporaire des effluents ou lagunage avant traitement par une société spécialisée ;
- doivent être distinguées les actions pérennes qui permettent de limiter les consommations d'eau et les rejets aqueux dans le milieu, des actions à mettre en place en cas de crise hydrologique;
- ces actions de gestion des prélèvements et des effluents sont proposées avec un échéancier et une évaluation technico-économique;

Ce diagnostic est réalisé avant le 31 décembre 2022, et transmis à l'inspection des installations classées.

### **Constats :**

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé de diagnostic concernant la consommation d'eau de ses installations. Toutefois, plusieurs actions visant à la réduction des prélèvements d'eau ont été menées :

- Mise en place d'installations d'évapoconcentration en 2021 et en juin 2025. Leur objectif est de permettre de vaporiser les effluents à traiter, et d'en récupérer l'eau distillée (par condensation).
- Récupération des vapeurs du ballon d'éclatement des purges : un ballon d'éclatement des purges à pression atmosphérique a été installé. Il permet à la fois de gagner en performance énergétique et de condenser la vapeur présente dans le panache de sortie des événements de la chaudière. Les condensats ainsi produits sont réintégrés dans la bache alimentaire.
- Maintenance des purges et des événements chaudières : le site a effectué un diagnostic des déperditions des équipements de purges et des événements chaudière. Les équipements fuyards ont été remplacés. En complément, des vannes de régulation ont été ajoutées et réglées.
- Fiabilisation de la réserve d'eau incendie : une dérivation des eaux du réseau d'incendie a été identifiée et maîtrisée.
- Installation du polisher en 2025.

Le fonctionnement de l'ensemble de ces moyens permettrait à CBN une réduction de 90% du volume d'eau consommé par rapport à 2022.

Par courriel en date du 6 juin 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection un document réalisé par ses soins intitulé : "Diagnostic des consommations et étude technique de réduction d'eau". Il reprend notamment le détail des installations visant à la réduction de la consommation d'eau citées précédemment.

Le diagnostic des consommations d'eau nécessaire aux processus industriels et pour les autres usages fourni n'est toutefois pas suffisamment détaillé. Il manque notamment :

- les caractéristiques techniques des moyens d'approvisionnements en eau,

<ul style="list-style-type: none"> <li>- un descriptif chiffré des quantités d'eau indispensables aux processus industriels et autres usages, de celles dont l'approvisionnement peut être momentanément suspendu (et la durée) en cas de déficit hydrique,</li> <li>- les dispositions supplémentaires temporaires applicables en cas de sécheresse,</li> <li>- un descriptif quantitatif des réductions de consommation d'eau permises par les moyens mises en œuvre et un échéancier de mise en œuvre pour les moyens décrits qui ne sont pas encore opérationnels.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de compléter le diagnostic et l'étude transmise afin de répondre à la prescription.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Autosurveillance des émissions atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/05/2022, article 6		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques		
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Programme de surveillance :</u>  Le programme de surveillance démarre dans les 6 mois suivant la mise en service des installations et comprend au minimum les fréquences de mesures suivantes :</p>		
<b>Polluants</b>		
SO <sub>2</sub> , NO <sub>x</sub> , CO, Poussières, HCl, NH <sub>3</sub>	COVNM, HAP, métaux, HF, Dioxines et furanes	N <sub>2</sub> O,
Mesure en continu	Annuelle (*)	Annuelle

(\*) Durant les 2 premières années suivant la mise en service des installations, une surveillance renforcée est exercée, les mesures des paramètres COVNM, HAP, métaux, HCl, HF, Dioxines et furanes sont effectuées 2 fois/an. Après deux années de fonctionnement, des mesures annuelles peuvent être effectuées pour ces paramètres si les conditions sont réunies.

Le débit, la teneur en O<sub>2</sub>, la température, la pression et la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels sont mesurées en continu.

<p>La mesure des émissions des polluants est faite selon les dispositions des normes en vigueur et notamment celles citées dans l'avis publié au Journal officiel.</p> <p>La mesure de la teneur en oxygène des gaz de combustion est réalisée autant que possible au même endroit que la mesure de la teneur en polluants. A défaut, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter l'arrivée d'air parasite entre le point où est réalisée la mesure de l'oxygène et celui où est réalisée celle des polluants.</p> <p>L'exploitant fait effectuer au moins une fois par an par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, les mesures concernant l'ensemble des polluants concernés y compris ceux faisant l'objet d'un contrôle en continu. Le contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu. Ces mesures s'effectuent conformément aux normes en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté son tableau de suivi quotidien des dépassements horaires constatés pour les substances concernées avec les actions correctives correspondantes. Ce tableau est mis à jour par le chef de quart à minuit et transmis au responsable HSE.</p> <p>Il a également indiqué réaliser annuellement des mesures concernant l'ensemble des polluants concernés et transmettre les résultats sur l'outil GEREP. Toutefois, la déclaration GEREP du site concernant l'émission des rejets atmosphériques pour les années 2021 à 2024 est vide.</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel en date du 17/07/25 le rapport d'essais 25EN370 réalisé par SO-CORAIR et concernant des prélèvements effectués les 21 et 22 janvier 2025. A noter que les furannes n'ont pas été mesurés lors de ces analyses.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de faire réaliser l'analyse des furannes, manquante.</p> <p>Une attention particulière sera portée en 2026 à la transmission des analyses annuelles réalisées pour les paramètres COVNM, HAP, métaux, HF, dioxines, furannes et N<sub>2</sub>O des rejets atmosphériques de ses installations via l'outil GEREP.</p> <p>.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

**N° 7 : Transmission des résultats de l'autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/05/2022, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission des résultats, rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>
<u>Transmission des résultats de la surveillance :</u>

<p>Le bilan des mesures en continu est transmis chaque trimestre sous forme de bilans mensuels, avant la fin du mois suivant le trimestre, accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p> <p>Les résultats des mesures périodiques sont transmis dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées et au plus tard un mois après la réception du rapport, accompagné eux aussi des commentaires éventuels sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées le cas échéant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas transmis les résultats de son autosurveillance. Lors de l'inspection, il a été convenu que l'exploitant doit utiliser l'outil GIDAF pour la transmission de ces analyses (une fois que le cadre aura été créé par l'inspection sur cet outil).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le bilan des mesures en continu chaque trimestre par mail à l'Inspection puis de réaliser cette transmission via l'outil GIDAF une fois le cadre créé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 8 : Valeurs limites dans les rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/05/2022, article 5			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE Rejets atmosphériques			
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les rejets issus de l'installation de combustion doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux annuel, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) et à un niveau d'oxygène de référence de 6 %.</p>			
Paramètres	Valeurs limites des concentrations (mg/Nm <sup>3</sup> )	Valeurs limites des flux annuels (t/an)	
SO <sub>2</sub>	(j) : 200 (m) : 100 (a) : 50	47,56	

NO <sub>x</sub>	(j) : 275 (m): 225 (a) : 225	214,02	
N <sub>2</sub> O	/	/	
Poussières	(j) : 10 (m) : 10 (a) : 10*	9,512	
CO	(j) : 220 (m) : 200 (a) : 100	95,12	
Ammoniac	(j) : 10 (m) : 5 (a) : 5	4,756	
HAP totaux	(p) : 0,005*	4,756.10 <sup>-3</sup>	
COVNM (en carbone total)	(p) : 30*	28,536	
HCl (acide chlorhydrique)	(j) : 30 (m) : 15 (a) : 15	14,268	
HF (acide fluorhydrique)	(p) : <1,5	1,426	

Dioxines et furanes	(p) : 0,1 ng I-TEQ /Nm <sup>3</sup>	9,512.10 <sup>-8</sup>	
Mercure	(p) :0,005	(p) : 0,1 (Cd+Hg+Tl)	0,095
Cadmium	(p) :0,003*		
Thallium	(p) : 3,3.10 <sup>-2</sup> *		
Sélénium	(p) :0,01*	(p) : 1 (Se+As+Te)	0,95
Arsenic	(p) :0,008*		
Tellure	(p) :0,33*		
Plomb	(p) : 0,1*	0,95	
Antimoine	(p) : 0,3*	(p): 5 (Sb+Cr+Co+Cu+Sn +Mn+Ni+V+Zn)	4,756
Chrome total	(p) : 0,012*		
Cobalt	(p) : 0,15*		

Cuivre	(p) : 0,12*		
Manganèse	(p) : 1*		
Nickel	(p) : 0,015*		
Vanadium	(p) : 0,15*		
Zinc	(p) : 1,5*		
Étain	(p) : 0,15*		

Valeur d'émission (p) = périodique, (j) = journalière, (m) = mensuelle et (a) = annuelle

\* : valeurs attendues selon l'Etude des Risques Sanitaires du dossier d'autorisation d'exploiter soumis à l'enquête publique

Les valeurs limites d'émissions sont considérées comme respectées selon les modalités suivantes :

VLE pour les paramètres mesurés uniquement de manière périodique :

Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si la valeur moyenne sur la période d'échantillonnage est inférieure à la VLE (p).

VLE pour les paramètres mesurés en continu :

Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées:

- aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse la VLE (j) ;
- aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse la VLE (m) ;
- aucune valeur annuelle moyenne validée ne dépasse la VLE (a) ;
- 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % de la VLE (m).

Les valeurs moyennes horaires sont déterminées pendant les périodes normales de fonctionne-

ment de l'installation. Sont notamment exclues les périodes de démarrage, de mise à l'arrêt, de ramonage, de calibrage des systèmes d'épuration ou des systèmes de mesures des polluants atmosphériques.

Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % sur les résultats de mesure défini comme suit :

- $\text{SO}_2$  : 20 % de la valeur limite d'émission mensuelle ;
- $\text{NO}_x$  : 20 % de la valeur limite d'émission mensuelle ;
- poussières : 30 % de la valeur limite d'émission mensuelle ;
- CO : 10 % de la valeur limite d'émission mensuelle ;
- HCl : 40 % de la valeur limite d'émission mensuelle
- $\text{NH}_3$  : 40 % de la valeur limite d'émission mensuelle.

Les valeurs moyennes journalières validées, les valeurs moyennes mensuelles validées, et les valeurs moyennes annuelles validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées, respectivement sur une période de 24 heures, un mois et une année.

Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu.

Le nombre de jours écartés pour des raisons de ce type est inférieur à 10 par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet.

#### **Constats :**

Lors du contrôle effectué par SOCORAIR (rapport d'essais 25EN370), il a été analysé que les valeurs limites d'émission journalière sont respectées pour l'ensemble des paramètres étudiés, excepté pour le CO. La moyenne des valeurs des 3 essais réalisés est égale à 248 mg/Nm<sup>3</sup> alors que la valeur limite d'émission journalière est de 220 mg/Nm<sup>3</sup>.

L'exploitant a indiqué que ce dépassement était dû au fait que l'analyse a été réalisée en période de OTNOC (conditions de fonctionnement "autres que normales")(ramonage).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de réaliser une nouvelle mesure du CO afin de vérifier la conformité de ses installations en période normale (hors période de ramonage) et de transmettre son résultat à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois